

## **3<sup>ème</sup> Forum mondial de l'Eau**

### Rapport de session

*19 mars, Osaka, Japon*

## **Partage des connaissances et renforcement des capacités dans les pays en développement**

*thématique « Water & Information »*

*Session organisée par le pS-Eau et le CREPA (Burkina Faso)  
Avec l'appui de l'Agence française de Développement*

### Objectifs

- Mettre en évidence les expériences en matière de gestion de l'information et de transfert des compétences.
- Quels moyens mettre en oeuvre pour répondre aux besoins des principaux acteurs du secteur à partir des expériences déjà existantes ?
- Quelles stratégies globales développer pour lancer une initiative en Europe, en Afrique et à un niveau mondial ?

### Intervenants

- **Pierre Marie Grondin**, directeur du pS-Eau, France\$  
*Présentation du CD Rom « INFeau, Accès à l'info, Accès à l'eau »*
- **Denis Fourmeau**, Office International de l'Eau, France  
*Présentation de l'initiative SADIEau*
- **Rosario Aurora Villaluna**, présidente de Streams of Knowledge et directrice du Centre Philippin pour l'Eau et l'Assainissement, Philippines  
*Présentation de « Courants de connaissances » (Streams of Knowledge - SOK)*
- **Yaotrée Amegnran**, Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement, Burkina Faso  
*Présentation du Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement*
- **Ninon Machado**, Alliance Genre et Eau - Instituto de Pesquisa Avanças em Economia et Meio Ambiente, Brésil  
*Présentation des conférences électroniques organisées par l'Alliance Genre et Eau*
- **Amadou Hama Maïga**, Ecole Inter-Etats des Ingénieurs du Génie Rural, Burkina Faso  
*Présentation de l'EIER-ETSHER*
- **Yaotrée Djimédo Amegnran**, CREPA, Burkina Faso  
*Présentation du système de partage de l'information et des connaissances du CREPA*
- **Lin McDewit Pugh**, Alliance Genre et Eau - Centre International d'Information et d'Archives des Mouvements de Femmes, Pays Bas
- **Rory Villaluna**, Streams of Knowledge et directrice du Centre Philippin pour l'Eau et l'Assainissement, Philippines
- **Felix Adegnika**, Partenariat pour le Développement Municipal

|                                   |
|-----------------------------------|
| <b>COMPTE-RENDU DE LA SESSION</b> |
|-----------------------------------|

**1<sup>ère</sup> partie : Présentation d'études de cas****1.1. Présentation du CD Rom « INFeau, Accès à l'info, Accès à l'eau », illustrant les possibilités de transfert de bases de données, les intérêts et les limites***par Pierre Marie Grondin, programme Solidarité Eau*

L'accès à l'information (bases de données, publications, formations, outils technologiques...), sous toutes ses formes, est essentiel. Or certains partenaires rencontrent des difficultés pour accéder à l'information et se trouvent de ce fait exclus. Même si l'information est disponible sur Internet, il est indispensable de trouver d'autres vecteurs de diffusion de l'information (support papier, CD Rom) pour le rendre accessible à tous. En ce sens, il est également nécessaire que les organismes produisant ces informations utilisent ces autres types de supports et les diffusent.

Le CD Rom INFeau a été développé en français et en anglais pour le Sommet Mondial pour le Développement Durable de Johannesburg (août 2002). Il se veut être une démonstration de la façon dont on peut transférer les informations. Il comprend une combinaison de bases de données existantes (personnes ressources, expériences) et de publications de base dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, publiquement accessibles sur Internet.

Cet outil a pour objectif de faciliter l'accès à l'information pour les partenaires ne pouvant accéder à Internet ou ne disposant que de connexions à faible débit. L'enjeu consiste à transférer la maîtrise de la gestion de l'information au Sud et à fournir l'information nécessaire à la prise de décision dans la gestion des ressources. Ceci afin d'étendre l'utilisation des technologies appropriées, des modes de gestion adaptés pour l'eau et l'assainissement, et de montrer qu'un partage des connaissances avec le Sud est facilement possible.

L'intérêt de ce CD Rom, en plus de la diversité d'informations auquel il donne accès, est, qu'une fois téléchargé, le contenu peut être retravaillé et amélioré directement par le partenaire. De ce fait, le CD Rom n'est pas un outil fixe, mais possède une dimension interactive qui offre des possibilités d'enrichissement et de mise à jour réguliers. Sur ce point, l'idée a été lancée de mettre en place un circuit d'actualisation permanent, qui serait géré directement par les partenaires.

M. Grondin a procédé à une démonstration d'utilisation du CD Rom, en présentant un ensemble de fiches d'expériences élaborées tant par le pS-Eau que par ses partenaires, ainsi qu'un certain nombre de documents enregistrés sous format PDF permettant l'accès gratuit à des publications.

Enfin, la question de l'identification et de la collaboration avec des relais locaux a été abordée, afin que les partenaires n'ayant pas accès à l'informatique puissent également avoir accès à ces informations, grâce à la diffusion locale de tirages papier des documents figurant sur le CD Rom.

**1.2. Présentation de l'initiative SADIEau***par Denis Fourmeau, Office International de l'Eau (OIEAU), France*

Dans un premier temps, Monsieur Denis Fourmeau a présenté le contexte dans lequel cette initiative s'est construite. La question de l'accès à l'information sur l'eau a été discutée lors des dernières conférences ministérielles africaines sur l'eau, lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable de Johannesburg, ainsi que dans le cadre de l'Initiative européenne sur l'eau (et plus précisément au sein des deux thématiques clés de la composante Afrique : l'eau et l'assainissement / la gestion intégrée transfrontalière des ressources en eau). Parallèlement à ces discussions s'est développé le RIOB, Réseau International des Organismes de Bassins, dont la branche africaine (RAOB : Réseau Africain des Organismes de Bassins) a été créée en juillet 2002 à Dakar. L'objectif de ce réseau est de favoriser les opérations de jumelage et le renforcement des capacités des différents acteurs de l'eau.

C'est ainsi que l'OIEAU et le pS-Eau ont décidé de joindre leurs efforts pour constituer avec des partenaires africains le réseau SADIEau, Système Africain de Diffusion de l'Information sur l'Eau.

L'initiative SADIEau part du principe que pour développer l'accès aux informations existantes dans les régions en matière de gestion de l'eau, il est indispensable de décentraliser son mode de diffusion, et de développer un réseau de points focaux, directement au Sud, capable de gérer localement ces données de manière à les rendre accessibles à un maximum d'acteurs, en s'appuyant sur un site portail.

#### Identification et renforcement des capacités de relais locaux

Des informations locales sont produites quotidiennement par les acteurs de terrain, mais celles-ci ne sont pas toujours diffusées, et donc partagées entre acteurs. Il s'agit donc de mettre en réseau un certain nombre de Centres de Ressources Régionaux (CRR) et de renforcer leur capacité à gérer l'information, les bases de données, et à utiliser l'outil Internet. Ces CRR, dans le cadre de ce projet, auront deux missions :

- 1) Collecter et structurer les informations produites localement (par les ONG, les autorités nationales, locales, le secteur privé, les chercheurs...);
- 2) Diffuser ces informations au niveau local, mais aussi auprès d'autres points focaux, pour les rendre accessibles à tous les acteurs.

Au niveau local, cela implique que les CRR utilisent d'autres supports (notamment papier) pour rendre cette information également accessible aux acteurs n'ayant pas la possibilité d'utiliser Internet.

Afin que l'information ne soit pas diffusée exclusivement dans ce réseau CRR, des liens ont été établis avec d'autres réseaux plus globaux, autres que francophones.

Des démarches de renforcement de compétences spécifiques seront mises en oeuvre pour répondre à ces objectifs.

#### Elaboration d'un outil de circulation de l'information

Pour développer la mise en réseau de ces informations, SADIEau se propose de créer un site portail qui aidera les acteurs à identifier les sites Internet détenant l'information dont ils ont besoin, et ainsi à développer un plus grand partage de connaissances et d'expériences diverses en matière de gestion des ressources en eau, tant aux niveaux local qu'international.

Un certain nombre de CRR ont déjà été identifiés, parmi lesquels :

- SEMIDE (Système Euro-Méditerranéen d'Information et de Documentation sur l'Eau) ;
- AQUADOC (hébergé par l'OMVS, l'Organisation de Mise en Valeur du fleuve Sénégal) ;
- WUP (Water Utility Partnership, Côte d'Ivoire) ;
- Eier-Etsher (Burkina Faso) ;
- Tenmiya (Mauritanie) ;
- ENSP (Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé, Cameroun) ;
- PDM (Partenariat pour le Développement Municipal, Bénin) ;
- Centre National d'Appui à la Recherche (Tchad) ;
- CREPA (Centre de Ressources sur l'Eau Potable et l'Assainissement, Burkina Faso)

SADIEau ne souhaite pas se limiter à des partenaires francophones. Il a pour principe d'être ouvert à tout acteur.

Ce projet est actuellement en discussion avec différents bailleurs, en particulier le ministère français des Affaires étrangères.

### **1.3. Présentation de « Courants de connaissances » (Streams of Knowledge - SOK)**

*par Rosario Aurora Villaluna, Centre Philippin pour l'Eau  
et l'Assainissement – Streams of Knowledge (PCWS-SoK), Philippines*

Les résultats du rapport sur l'évaluation de la situation mondiale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement publié par l'OMS et l'UNICEF en 2000 sont inquiétants : à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle, 2,4 millions d'individus n'ont pas accès à un assainissement adapté, et 1,1 million de personnes ne disposent pas d'un accès amélioré et durable à l'eau. C'est sur cette base qu'ont été fixés les Objectifs de Développement du Millénaire, visant, d'ici 2015, à réduire de moitié la pauvreté dans le monde, et la proportion d'individus n'ayant pas accès à une eau de qualité et à un assainissement adéquat.

Pour relever ce défi, les partenaires de SoK (Streams of Knowledge) partagent le principe selon lequel l'accès à l'eau et à l'assainissement est un droit humain fondamental, essentiel pour le

développement humain et la réduction de la pauvreté et qui constitue une des composantes indispensables des soins de santé primaires.

Au-delà de ce principe, les partenaires de SoK pensent que le défi peut être relevé en développant un processus de partage et d'apprentissage global. Ce processus est basé sur le partage d'expériences locales à une échelle internationale, expériences qui s'enrichissent mutuellement, afin d'améliorer les pratiques des uns et des autres.

#### Les centres ressources

Ce processus d'échanges s'appuie sur des relais régionaux, des centres ressources, qui s'efforcent de créer des liens entre les centres de ressources de la région, constituant ainsi des alliances régionales. Ces centres travaillent au renforcement des capacités, génèrent et diffusent des informations et des connaissances et mènent un travail de plaidoyer au niveau politique. Ils proposent les services suivants : formation, recherche, plaidoyer politique, collecte et diffusion d'informations, conseil.

La mise en réseau de ces centres ressources se fait au sein de la « Coalition globale des centres ressources sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement ». Cette coalition est un réseau en pleine croissance, qui rassemble des petits et des grands centres ressources travaillant avec différents partenaires dans plusieurs régions et pays. Les centres appuient les organisations membres pour améliorer leurs pratiques sous la forme de partenariats.

#### Thématiques prioritaires

- Renforcement des capacités et apprentissage par l'action avec les centres ressources, dans une démarche de promotion active de la Vision 21.
- Renforcement des capacités pour l'intégration transversale du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau : dans le cadre de l'Alliance Genre et Eau, un programme pilote va démarrer en 2003, qui proposera un atelier global de formation de formateurs, des ateliers régionaux (en 4 langues), ainsi qu'un appui pour le développement de politiques « genre ».
- Processus WASH : l'initiative WASH (campagnes d'éducation à l'hygiène) lancée par le WSSCC, est relayée par le réseau SoK, qui s'efforce de mettre en pratique les recommandations issues de ces campagnes.
- Développement et appui à la mise en œuvre d'une démarche partant de la base, centrée sur les populations et prenant en compte les aspects de genre, pour la promotion de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène.
- Outils méthodologiques et orientations pour l'assainissement.
- Planification participative pour l'action

### **1.4. Présentation du Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement**

*par Yaotree D. Amegnran, CREPA Burkina Faso*

Le CREPA a été créé en 1988. Il est membre du RIF (Réseau International de Formation), et est implanté dans 14 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le CREPA a pour objectif de faire la promotion de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les populations à faible revenus, aussi bien en milieux urbain que rural. Pour ce faire, il a développé différentes activités, de recherche, de renforcement des capacités, d'information, de documentation et de mise en réseau. Pour cette dernière activité, il est en lien avec d'autres réseaux tels que ITN, SOK, le RéFEA, WatNet ...

#### La gestion de l'information

Le CREPA est un centre qui collecte, gère et diffuse de l'information du secteur « Eau potable et assainissement » (actions, recherches) auprès de groupes cibles. Cette diffusion se fait de différentes manières :

- Sur support papier : le CREPA publie un bulletin technique annuel, le bulletin « InfoCREPA », ainsi que d'autres documents (petits guides) ;
- A travers ses centres de documentation (BD Winisis) ;
- A travers le site Internet et le bulletin électronique « Sources » ;
- A travers le réseau RéFEA (Réseau Francophone sur l'Eau et l'Assainissement) ;
- Sur support audio-vidéo (films, modules de diapo/cassettes) ;
- A travers des Journées Publiques de Dialogue (JPD), des rencontres thématiques ;
- En utilisant des relais (ONG, associations de base, GIE, comités...) ;
- A travers des actions d'éducation pour la santé (dans les écoles, sur les marchés...).

### Le renforcement des capacités

Depuis 1995, le CREPA a ouvert une cellule de formation, qui organise entre 15 et 20 sessions par an. Ces formations sont destinées aux professionnels de l'approvisionnement en eau potable et en assainissement, ainsi qu'aux structures relais avec lesquelles le CREPA travaille.

### Le système d'information environnementale

Ce système a été créé par le CREPA dans le cadre d'actions de coopération Nord-Sud et Sud-Sud. Il utilise une méthode simple et rapide, visant à dresser un état des lieux de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Cet état des lieux est réalisé à l'aide d'une cartographie précise des villages, qui permet d'avoir une vision claire de la situation locale. Ces informations (données, statistiques désagrégées par genre), intégrées dans une « base de données environnementales », constituent un bon outil pour assurer un suivi rapproché des évolutions qu'il est indispensable de réaliser pour que ces villages atteignent les objectifs du millénaire.

### Les limites de l'action du CREPA

- L'accès aux nouvelles technologies de l'information est limité dans les pays du Sud (en moyenne, 1 personne sur 15 y a accès, et principalement dans les grandes villes).
- Le travail d'information et d'éducation développé avec les populations n'est pas continu.
- On constate un manque de données désagrégées sur les situations des villages en terme d'eau potable et d'assainissement, qui pourtant sont nécessaires à la mise en œuvre d'un suivi efficace des progrès réalisés.
- Les expériences et bonnes pratiques ne sont pas toujours capitalisées.

### Perspectives

Le CREPA a identifié un réel besoin d'information et d'éducation des populations. Il existe des potentialités, des compétences, mais parfois, ce sont les moyens qui font défaut. D'où la nécessité de développer des stratégies communes, sur le principe de la mise en réseau, pour maximiser ce travail, indispensable, de diffusion d'informations et de renforcement des capacités. Le CREPA souhaite également évaluer et suivre la manière dont ces informations sont utilisées.

## **1.5. Présentation des conférences électroniques organisées par l'Alliance Genre et Eau en 2002**

*par Ninon Machado, Gender and Water Alliance - Instituto de Pesquisa Avançadas em Economia et Meio Ambiente (GWA-Institut Ipanema), Brésil.*

Ninon Machado nous a présenté le processus de discussion électronique ayant eu lieu en 2002 sur la problématique de l'intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau. Ces conférences électroniques ont été animées en 4 langues. Ipanema était responsable des débats lusophones, CINARA des débats hispanophones, le pS-Eau des débats francophones, et IIAV des débats anglophones et de la coordination globale du projet.

L'objectif de cette conférence était de sensibiliser et d'échanger des informations théoriques et pratiques sur la question genre et eau, afin d'en dégager des recommandations à l'attention des acteurs du secteur de l'eau. Afin que cette discussion soit accessible au plus grand nombre, et particulièrement pour les personnes basées dans les pays du Sud, 4 listes de discussions ont été ouvertes, correspondant aux 4 langues. Chaque liste centralisait les contributions des participants envoyées par courrier électronique, puis les rediffusait au sein de son groupe. L'option technique du courrier électronique a été privilégiée sur celle de la discussion « en ligne » via un site web, du fait que dans de nombreux pays (particulièrement en Afrique), les connexions Internet sont problématiques.

La discussion a été développée en trois temps durant l'année 2002 :

- 1<sup>er</sup> cycle (4 semaines) : introduction aux concepts liés à la question du genre et aux questions hydrauliques.
- 2<sup>ème</sup> cycle (8 semaines) : présentation par les participants et discussion d'études de cas genre et eau.
- 3<sup>ème</sup> cycle (4 semaines) : élaboration de recommandations.

La conférence a mobilisé plus de 1000 participants au total, et a attesté d'un intérêt croissant pour cette question. Cet outil a permis de mobiliser tant les réseaux du secteur de l'eau que ceux travaillant

sur la problématique genre et développement, et ainsi de favoriser une réelle complémentarité dans les échanges d'information et de compétences.

Ipanema, en coordonnant la discussion en langue portugaise, est devenu aujourd'hui le point focal pour l'accès à l'information sur l'intégration transversale du genre dans la gestion des ressources en eau au Brésil.

#### Limites

Parmi les personnes inscrites à la conférence électronique, seule une minorité a participé activement. Cela peut être attribué à plusieurs facteurs :

- Le manque de disponibilité des participants (notamment pour cause de missions à l'étranger).
- Le sentiment de ne pas être suffisamment compétent sur la question pour prendre part aux débats. Beaucoup d'inscrits préféreraient suivre les débats pour s'informer et se sensibiliser.

Le système d'échange par courrier électronique, même s'il permet une mobilisation déjà plus large que les discussions « en ligne » sur les sites Internet, reste insuffisant. Dans certaines régions, les populations n'ont parfois aucun accès, ni à Internet, ni à l'informatique.

Le défi à relever pour la prochaine étape est de toucher les populations de base n'ayant pas accès à de type d'outil d'information.

### **2<sup>ème</sup> partie : Débats**

Lin McDewitt-Pugh a lancé le débat en relevant la similarité existant entre les différents projets présentés. Cette similarité pourrait être utilisée pour établir des connexions entre les initiatives de gestion et de partage de l'information, et pour tirer profit des bonnes expériences développées sur le mode de la complémentarité. Connecter les réseaux pour une diffusion la plus large possible est intéressant et nécessaire, mais si l'on veut toucher les populations de base se pose alors la question de la langue. Traduire l'ensemble des informations est lourd et très onéreux, mais passer outre la diversité linguistique revient à exclure d'emblée une grande partie des populations de l'accès à l'information.

Ces connexions sont en cours d'élaboration. M. Fourneau prend pour exemple le projet SADIEau, qui n'est pas spécialisé sur un champs spécifique du secteur de l'eau, et qui, même si dans un premier temps est plus particulièrement ciblé sur l'Afrique francophone, souhaite s'ouvrir à l'ensemble de l'Afrique. Ce système a justement pour objectif de faire connaître ce qui se fait ailleurs, en créant des liens de manière à accéder aux données existant sur d'autres pays comme l'Afrique du Sud.

La question de l'utilisation de ces données a alors été posée, partant du principe qu'échanger, partager des informations est indispensable, mais qu'il est également important de voir comment ces données peuvent ou pourraient trouver des applications pratiques sur le terrain. SoK, par exemple, utilise dans son travail de renforcement des compétences les leçons issues de ces informations dans ses actions d'éducation à l'hygiène, à l'environnement et à l'assainissement.

La question se pose d'autant plus lorsqu'on veut impliquer des populations n'ayant accès ni à l'informatique, ni à Internet (et ne bénéficiant donc pas du même niveau d'information). Hormis les questions de technologies, il n'y a un intérêt à impliquer ces populations dans ce processus d'échanges uniquement dans la mesure où celles-ci peuvent y trouver des applications directes à mettre en œuvre sur le terrain. Ainsi, développer une discussion avec des villageoises sur l'accès à l'eau des femmes n'a de sens que si cela leur permet d'en tirer des leçons concrètes pour résoudre les problèmes liés à l'eau qu'elles rencontrent quotidiennement. Mais aujourd'hui, le dialogue entre les « bénéficiaires » et ceux qui fournissent l'information n'est pas encore véritablement établi, et l'on assiste plus à dialogue de sourds qu'à une réelle connexion entre les différents niveaux d'acteurs. De nombreux progrès restent donc à accomplir dans ce domaine.

En terme d'application, l'accès à l'information et aux compétences peut être un bon outil non seulement pour améliorer l'accès à l'eau, mais aussi pour faire évoluer les relations de genre au sein d'une population. Rosario Aurora Villaluna prend comme exemple les formations en leadership que SoK réalise avec des groupes d'hommes et de femmes, qui ont des impacts positifs et concrets pour ceux qui en bénéficient. Mais qu'en est-il de ceux n'ayant pas suivi une telle formation ? SoK n'ayant pas la capacité de multiplier ce type d'action lui-même, le principe de la démultiplication a été adopté : des femmes sont formées dans un village, puis elles vont commencer à former à leur tour d'autres femmes des villages environnants. Dans ce cas, l'accès à l'information constitue un outil pour l'action.

Ceci est particulièrement vrai pour les femmes, qui, souvent tenues à l'écart des circuits d'information, n'osent pas demander ni où ni comment celle-ci est disponible. La question de l'accès à l'information et du droit à la parole et à la décision des femmes sont des aspects cruciaux à prendre en compte si l'on veut évoluer vers un développement plus équitable.

### **3<sup>ème</sup> partie : Besoins des différents pays**

#### **3.1. Présentation de l'EIER-ETSHER**

*par Amadou Hama Maïga, Ecole Inter Etats des Ingénieurs du Génie Rural, Burkina Faso*

Le Groupe des Ecoles Inter-Etats EIER-ETSHER est composé de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Équipement Rural (EIER) et de l'Ecole des Techniciens Supérieurs de l'Hydraulique et de l'Équipement Rural (ETSHER). Il assure des formations supérieures professionnelles polyvalentes pour les besoins socio-économiques des 14 Etats membres d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui l'ont fondé et qui sont représentés au niveau du Conseil des Ministres et du Conseil d'Administration communs. Le Groupe EIER-ETSHER assure également d'autres activités d'appui au développement. Les deux Ecoles ont leur siège à Ouagadougou (Burkina Faso).

L'EIER a été créée en 1968 pour la formation d'ingénieurs dans un premier temps. Ses missions se sont élargies par la suite. Ses activités spécifiques se répartissent comme suit :

- Formation Initiale d'Ingénieurs de l'équipement rural (sciences et techniques de l'eau, aménagements, génie civil, énergie et environnement).
- Formations post-universitaires (5 filières : Hydraulique Agricole, Mobilisation des Ressources en Eau, Informatique Appliquée aux Sciences de l'Eau, Génie Sanitaire, Génie Energétique et Froid Industriel).

L'ETSHER a été créée en 1972 pour la formation de Techniciens Supérieurs. Elle est implantée depuis 1972 à Kamboinsé, à 15 km du centre de Ouagadougou. Ses activités spécifiques de formation initiale sont axées sur la maîtrise des techniques en génie civil, l'alimentation en eau et l'assainissement, la gestion des eaux et des sols et la topographie.

En plus des formations (universitaires, post universitaires et professionnelles), EIER-ETSHER a développé un certain nombre d'outils et de méthodes pour produire et partager l'information au niveau local :

- Plaquettes publicitaires ;
- Cours polycopiés et manuels ;
- Publication d'une revue trimestrielle, Sud Sciences et Technologie ;
- Réseau d'hommes relais et d'amicales des anciens élèves ;
- Centre de documentation ;
- Internet et messagerie électronique ;
- Films (diffusion vidéo et télévision) ;
- Ateliers, journées scientifiques, journées portes ouvertes ;
- Diffusion de matériel au sein des institutions publiques, privées, ONG, bureaux d'étude, etc... ;
- Appui financier et méthodologique pour la production des manuels, les cahiers techniques et les publications scientifiques ;
- Appui aux services techniques, entreprises et aux communes pour développer des services et des compétences dans la gestion et le partage de l'information sur l'eau, les déchets et la gestion urbaine ;
- Appui à l'organisation d'ateliers au niveau local en partenariat avec les acteurs locaux ;
- Appui à la diffusion de revues périodiques.

#### **3.2. Présentation du système de partage de l'information et des connaissances du CREPA**

*par Yaotree D. Amegnan, CREPA Burkina Faso*

Le CREPA, depuis longtemps, s'interroge sur la manière d'améliorer le partage de l'information et des connaissances.

Pour atteindre les objectifs du millénaire, il est nécessaire de conjuguer des projets d'équipement avec des projets d'accompagnement visant à développer l'accès à l'information et aux connaissances.

Ce type de démarche ne doit pas faire l'objet d'un quelconque monopole (d'un organisme, d'une personne), mais plutôt initier un travail de mise en réseau où les partenaires interviennent à différents niveaux. Ceci afin de promouvoir des solutions et des actions concertées. L'information doit circuler au sein de la diversité des acteurs concernés : politiques, décisionnaires, professionnels, centres ressources, jeunes, femmes, populations.

#### Propositions de solutions

- Poursuivre et améliorer les réseaux d'information existant :
  - Promouvoir la co-publication en générant de l'information (Sud-Sud), en publiant de l'information (Nord-Sud) ;
  - Produire des CD Rom (disponibles dans les bibliothèques, et diffusables sur des supports accessibles à tous, comme le papier) ;
  - Créer de nouveaux services de documentation / bibliothèques ;
  - Exploiter les nouvelles technologies d'information et de communication : bulletins électroniques, sites Internet (parallèlement à la progression de l'accès à Internet dans les pays du Sud) ;
- Développer les autres canaux d'information :
  - Audio et vidéo (radios rurales, télévision, cassettes ...) ;
  - Approches participatives (affiches, théâtre...) ;
  - Rencontres et débats au niveau local (dialogues, discussions thématiques, fora...).
- Répondre aux besoins de renforcement des capacités et du pouvoir des partenaires du Sud.

### **4<sup>ème</sup> partie : Débats**

Rsaria Aurora Villaluna a lancé la discussion en rappelant que la mise en commun des expériences et le partage de l'information devait faire l'objet d'un travail d'adaptation pour être utilisé de manière optimale. Elle prend en exemple les acteurs locaux avec lesquels SoK travaille, qui ne sont pas présents aux grandes réunions comme le 3<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau, et auprès desquels il est indispensable de relayer l'information, d'une manière qui leur soit accessible. En effet, déjà au niveau du terrain, on observe une grande diversité de perceptions, de langages et d'approches et plus les niveaux d'acteurs diffèrent, plus ces différences s'accroissent.

Au niveau des populations, il est crucial de les impliquer dès la définition du projet, afin que les actions entreprises répondent réellement à leurs besoins (par exemple, pour éviter la non correspondance entre les choix techniques d'équipement et la capacité à payer des futurs usagers). Appuyer les populations, les encadrer pour réaliser ces choix fait partie du processus de partage de l'information et des connaissances.

Il s'agit de les aider à apprécier les différentes alternatives, et ce en lien avec les différentes recherches scientifiques déjà menées sur le sujet. Le lien entre ces deux niveaux (chercheurs—population) peut être assuré par des organismes travaillant dans le domaine du transfert des connaissances. La question qui se pose alors est de savoir comment améliorer ces liens. En effet, il manque souvent un maillon dans la chaîne « chercheur-utilisateur ». Faire un travail de synthèse visant à dégager les éléments les plus pertinents des recherches peut faciliter l'application, l'exploitation des données sur le terrain. Mais aujourd'hui, les structures assurant ce rôle (centres ressources) ne sont pas assez nombreuses, et sont à développer.

Un saut qualitatif a cependant été réalisé durant les 5 dernières années, à travers la multiplication des radios locales, diffusant des émissions en langue locale. C'est ce type de canaux de communication (déjà existant et largement utilisé par les populations) qui doit servir de support au développement des liens entre chercheurs, praticiens et populations.

### **5<sup>ème</sup> partie : Comment développer de nouveaux concepts pour mieux partager et mieux gérer l'information ?**

Un débat a été lancé sur les stratégies à développer à un niveau global pour une meilleure gestion de l'information.

Félix Adegnika, du Partenariat pour le Développement Municipal, a rappelé l'importance de faire savoir aux acteurs que l'information existe, et de leur montrer où celle-ci est disponible. Au niveau des



collectivités locales, par exemple, on constate que les élus manquent de temps pour aller chercher l'information, alors qu'ils ont des besoins énormes en la matière. Pour y remédier, le PDM est en train de mettre en place un observatoire sur les expériences menées dans différentes villes et différents pays, afin de créer des liens entre les acteurs (exemple : le maire de Dakar a eu écho d'une expérience intéressante menée à Durban, et souhaiterait que celle-ci soit diffusée). Denis Fourmeau a comparé cette situation avec celle existant en France : les collectivités territoriales françaises, même si elles sont responsables de la gestion de l'eau face à leurs citoyens, n'ont pas toujours les capacités et les compétences suffisantes pour jouer pleinement leur rôle.

Pierre Marie Grondin a souligné les besoins d'accès à l'information au niveau le plus bas, rappelant que cela nécessitait le renforcement des capacités des organismes existant localement, au Sud. Le concept de centre ressources est intéressant, mais partant du principe selon lequel il n'existe pas d'organisation parfaite (détenant toutes les compétences), il est indispensable de travailler en réseau. D'un point de vue plus technique, lorsque l'accès à Internet est possible, la navigation sur les sites est parfois difficile, l'information précise recherchée ne se trouve pas rapidement, et coûte donc plus cher. Une initiative comme le portail SADIEau vise justement à faciliter les recherches afin d'accéder plus rapidement à cette information.

Amadou Maiga a alors rappelé qu'il n'était pas indispensable de multiplier indéfiniment les structures, les réseaux ou les outils, mais qu'il fallait d'abord améliorer l'existant.

Gaharo Doucouré a proposé de s'inspirer du travail mené par le pS-Eau avec les villageois, les migrants et les municipalités sur la question de l'eau, dans la zone du Bassin du Fleuve Sénégal, qui justement aide à développer des liens et des partenariats entre les différents acteurs, à travers le partage des informations et des compétences. La question se pose alors de savoir pourquoi, dans un pays comme le Mali, les acteurs ont besoin d'organismes comme le pS-Eau pour travailler ensemble, et pour quelles raisons ils ne pourraient trouver des médiateurs locaux.

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>SYNTHESE DE SESSION - français</b> |
|---------------------------------------|

## **Partage des connaissances et renforcement des capacités dans les pays en développement**

Le thème de cette session était la **diffusion de l'information et de la connaissance pour la gestion durable de l'eau et de l'assainissement** dans les pays en développement. Quelques aspects plus larges liés à l'eau (gestion intégrée des ressources en eau notamment) ont également été abordés.

Cette session a été une opportunité pour les ONG et les centres de recherche - la plupart sont africains, mais certains travaillent aussi en Asie, en Amérique Latine et en Europe - de partager leurs expériences.

La session a souligné les points suivants :

- L'accès à l'information et à la connaissance est essentiel pour tous les acteurs intervenant sur la thématique eau potable et assainissement (ONG, organisations communautaires de base, autorités locales, techniciens, etc.) au niveau local comme au niveau national, pour atteindre les objectifs de développement du millénaire et améliorer les conditions de vie des populations africaines les plus pauvres ;
- L'information existe, mais elle n'est pas clairement identifiée par la plupart des acteurs, et si elle est identifiée, son accès reste difficile ;
- L'échange d'informations entre différents pays est souvent limité ;
- Internet peut potentiellement être une bonne solution, mais la plupart des acteurs africains ne disposent pas d'accès, et lorsqu'ils en ont un, la qualité des connexions n'est souvent pas satisfaisante pour effectuer des téléchargements.

Les moyens à mettre en oeuvre pour aller de l'avant :

- Faciliter l'**identification des différentes sources d'information**, et l'identification de leur accès via Internet (portails) et d'autres médias ;
- Renforcer les capacités des centres de ressources locaux et nationaux afin qu'ils soient en mesure de :
  - Gérer l'information et les bases de données ;
  - Être plus attentifs sur le type d'information dont les partenaires locaux ont besoin ;
  - Collecter l'information des différents médias (Internet);
  - Diffuser l'information en utilisant des médias appropriés pour les partenaires locaux (support papier) ;
- Diversifier les types de médias utilisés pour partager une information (pas seulement Internet, mais aussi les CD Roms, les livres, les radios en langue locale, etc.) adaptée à chaque groupe cible ;
- Développer les conférences électroniques pour un échange global et le développement de réseaux, mais avec deux conditions :
  - Les conférences électroniques doivent être réalisées dans les principales langues utilisées ;
  - Un relais local doit pouvoir impliquer les acteurs qui n'ont pas accès au courrier électronique ;
- Organiser des ateliers locaux ou utiliser des méthodes traditionnelles (théâtre, etc.) pour partager l'information et la connaissance.

## SYNTHESE DE SESSION - anglais

### Sharing knowledge and building capacity throughout developing countries

The theme of this session was the **dissemination of information and knowledge on sustainable water and sanitation management** in the developing world. Some wider aspect of water (IWRM, etc.) were also considered.

This session was an opportunity for NGO and research centres, mainly from Africa, but also from Asia, Latin America and Europe, to share their experiences.

This session emphasised the following points:

- Access to information and knowledge is essential for any **water and sanitation stakeholders** (NGOs, CBOs, local authorities, technicians, etc.) at national and local level, to achieve the objective of the Millennium Development Goals for better conditions for the poorest population in Africa.
- This information is existing, but this information has not been fully identified by most of the stakeholders, and, if identified, its access is difficult.
- The exchange of information between different countries is often limited.
- Internet can potentially be a good solution, but most of the stakeholders in Africa do not have access to it, and when they have access, often the quality is not sufficient for easy download.

Means to forward the way:

- facilitating **identification of the different sources of information**, and their access, through Internet (Web portals) or other media.
- building capacity for local and national resource centres in the aim they will be able to:
  - manage information and databases,
  - be more attentive to the kind of information the local partners need,
  - collect information from different media (Internet),
  - disseminate information with an appropriate media for local partners (paper).
- **diversifying the kind of media** used to share information (not only Internet, but also CD Rom, books, video, radio in local language, etc.) adapted to each target group.
- developing **electronic conferences** for a global exchange and development of networking, but with 2 conditions:
  - these e-conferences must be done in the main different languages used,
  - local relay must play a role to involve stakeholders who have no access to e-mail.
- Organising **local workshop** or using **traditional methods** (theatre, etc.) to share information and knowledge.